

LES ORIGINES DE LA PANDÉMIE à l'aune du souverainisme chinois

PAR LE GÉNÉRAL FRANÇOIS TORRÈS - PROMOTION « MARÉCHAL JUIN » (1968-70)

Alors que l'épidémie repart de plus belle en Europe au milieu d'informations inquiétantes sur la mutation du virus, voilà que resurgissent les rumeurs sur la possible fuite accidentelle survenue dans un laboratoire de Wuhan.

Apparu à la mi-février 2019 en pleine explosion des contagions dans la capitale du Hubei confinée depuis le 23 janvier, le soupçon fut à l'origine de l'idée formulée par une centaine de pays d'organiser une mission d'évaluation de l'OMS dans ce qui était alors l'épicentre des contagions.

Ses buts : examiner la réponse chinoise à l'épidémie et éclaircir l'origine du virus alors que l'analyse détaillée des rapports de l'époque montre que quatre des cinq premiers malades identifiés n'avaient pas eu de contact avec le marché de Wuhan, ce qui affaiblit l'hypothèse d'une origine animale de la pandémie.

Avec les États-Unis et Donald Trump qui, au milieu des surenchères de la campagne présidentielle ne cessa d'accuser Pékin, l'Australie fut, avec le premier ministre libéral Scott Morrison, l'un des plus actifs promoteurs du projet. Depuis avril 2020, au moment même où le président Xi Jinping déclarait la « victoire » de la Chine contre le virus, l'insistance de Canberra n'a pas faibli. Offensé, Pékin a riposté par de féroces représailles commerciales. Celles-ci sont d'autant plus violentes que le régime chinois entend bien dissuader d'autres pays de suivre l'exemple australien.

Compte tenu de la structure des exportations australiennes fortement dépendantes du marché chinois, la position de Canberra est fragile. De même, sans un appui de la communauté internationale occidentale pour l'instant hésitante, il est peu probable que l'OMS, sous influence de Pékin, cède à la demande de Canberra.

Hú Xijin, le très réactif rédacteur en chef du *Global Times*, *surgeon du Quotidien du Peuple* aux ordres de l'exécutif comme toute la presse chinoise, attisa la ferveur nationaliste contre Canberra. Dans un tweet de Weibo, le WeChat chinois, il comparait l'Australie à « *du chewing-gum collé à la semelle d'une chaussure* » et anticipait que les relations Australie-Chine allaient plonger au niveau catastrophique de celles entre Pékin et Washington.

À l'unisson, les médias faisaient état de la capacité de Pékin à infliger de sérieux dommages à l'Australie. Une semaine plus tard, le 25 mai, lors de la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, Wang Yi le

ministre des Affaires étrangères, officialisait la menace. « *Si l'Australie se rangeait aux côtés de Washington, son économie subirait un coup fatal* ». Peu après, les douanes chinoise ciblerent les exportations de viande de bœuf, de coton, d'orge, de vins, de charbon et de fer dont la valeur annuelle est estimée à 19 Mds de US \$.

Trois constantes historiques de la pensée politique chinoise : la centralité stratégique, l'importance de la morale, la souveraineté nationale

Mais selon le *Guardian* du 28 octobre 2020, à cette date, le coût total de l'offensive chinoise évalué par des recherches académiques était de 47,7 Mds de \$, touchant non seulement les sept produits d'exportation cités plus haut, mais également les services frappés par l'embargo de Pékin sur le tourisme (16,3 Mds de \$) et la fréquentation des universités australiennes par les étudiants chinois (12 Mds de \$).

Depuis Pékin, également outré par l'embargo qui frappe Huawei, son champion de la 5G, le message du Parti est sans équivoque. Pour que les relations reviennent à la normale, Canberra doit abandonner l'exigence d'une enquête en Chine. « *Nous menons des coopérations amicales avec d'autres pays. Elles sont basées sur le respect, l'égalité et les avantages mutuels... Nous espérons*

que l'Australie fera, le plus tôt possible, des efforts pour restaurer la confiance mutuelle et ramener les relations bilatérales sur une meilleure voie. »

La formulation renvoie à trois constantes historiques de la pensée politique chinoise : la centralité stratégique, l'importance de la morale et l'absolue prévalence de la souveraineté nationale. On notera que ces trois priorités n'évoquent ni l'exigence de vérité – dans ce cas la nécessité d'examiner objectivement l'origine de la pandémie –, ni la notion d'une connaissance à partager collectivement.

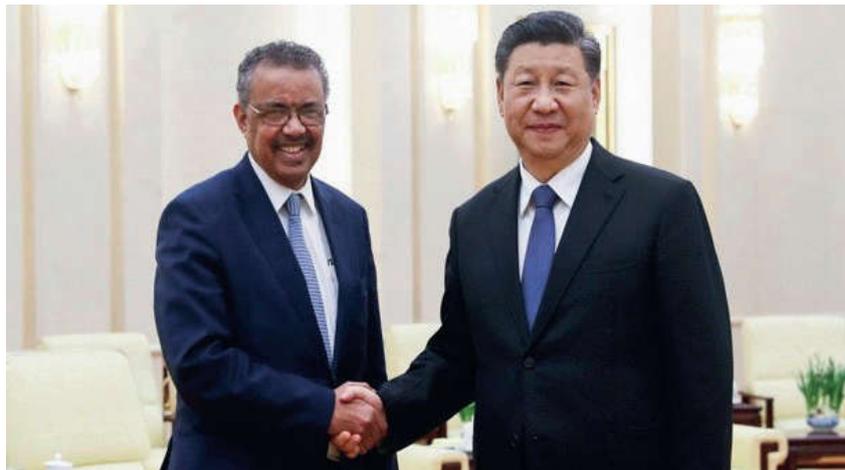
La relation avec Canberra est en revanche soumise à l'exigence politique interne de faire apparaître la dimension de suzeraineté du fort au faible diffusant une morale normative. Énoncée par Pékin sur un mode pédagogique, l'idée d'un comportement de l'Australie « *contraire à la bienséance bafouant l'exigence de respect* » définie par le « *Centre* », croise le principe intangible de l'inviolabilité de la souveraineté nationale.

C'est peu dire que cette dernière est offensée par une demande d'enquête à conduire sur le sol chinois par une mission composée d'étrangers échappant au contrôle du Parti.

Certes, Pékin, alerté par le nombre de pays favorables à une enquête, a autorisé des missions d'experts en Chine pour perpétuer l'idée qu'à terme la Chine accepterait une enquête officielle indépendante. Mais toutes furent étroitement contrôlées par l'appareil. Certaines ne furent que formelles, les envoyés de l'OMS n'ayant eu aucune liberté de manœuvre.

Le 29 janvier 2020, au directeur général venu lui rendre visite, le président Xi Jinping expliqua qu'il avait accepté le principe d'une mission. Pour lui, « l'épidémie était le diable qu'on ne pouvait laisser se cacher ». Mais son nationalisme acceptait mal que la Chine puisse avoir besoin d'aide.

À la mi-février, eut lieu une première mission de l'OMS. Preuve que l'organisation était inféodée à la Chine, son directeur général, le docteur Tedros, originaire d'Éthiopie, lourdement endettée auprès des banques chinoises, minimisait la dangerosité du fléau à l'unisson des occultations initiales de Pékin. L'état d'urgence sanitaire mondial ne fut déclaré que le 30 janvier, soit une semaine après le confinement du Hubei.



Quinze jours plus tard, préparant la mission d'évaluation, le directeur accepta l'injonction de Pékin de ne pas enquêter sur sa réponse initiale à l'épidémie, qui était pourtant l'un des objets de l'enquête. Le premier réflexe de l'appareil fut même de ne pas autoriser que la mission se rende à Wuhan.

Finalement, après avoir concédé que, sans un déplacement à Wuhan, l'enquête n'aurait pas de sens, Pékin autorisa une mission dans la ville encore confinée. Mais le groupe de six experts (trois chinois et trois étrangers) n'y resta que vingt-quatre heures et ne visita que deux hôpitaux. Il ne fut pas autorisé à se rendre au marché, pourtant considéré comme l'épicentre des contagions.

À l'issue, en revanche, la rédaction du rapport dura trois jours, tant les représentants chinois pesaient chaque mot au trébuchet de critères essentiellement politiques. Pour Lawrence O. Gostin, psychologue de l'université de New-York, expert légal de santé publique, cité par le *New-York Times* du 2 novembre, l'expérience fut une « mascarade ». Selon les

membres chinois de la mission, elle fut cependant tout ce qu'ils réussirent à négocier avec Xi Jinping, l'intraitable numéro un du Parti.

Une autre mission eut lieu en juillet, trois mois après la fin de l'alerte en Chine. À cette date, l'embargo politique était déjà passé au stade du déni pur et simple. Deux autres experts

de l'OMS passèrent deux semaines en quarantaine et ne furent pas autorisés à se rendre à Wuhan. L'administration leur fit savoir que, désormais, la position officielle du gouvernement chinois était qu'il fallait enquêter en Europe, à la suite de la découverte de traces du virus dans les eaux usées.

Aucun de ces cafouillages ne fut rendu public par l'OMS qui, au contraire ne communiquait officiellement que sur les « progrès » des investigations. Compte tenu de ce qui précède, il est facile de prévoir que, sans un appui international plus efficace, la perspective que l'OMS et la Chine acceptent d'organiser une mission indépendante d'investigation sur l'origine du virus telle que le réclame Canberra est extrêmement faible.

Quant à la réforme de l'organisation visant à une plus grande indépendance, elle ne sera possible qu'à la condition que les pays soucieux d'une gestion efficace et objective des épidémies sans intrusion politique extérieure unissent leurs énergies.

L'épisode, qui n'est pas terminé, est un des exemples les plus pertinents de la prévalence du sentiment souverainiste dans les stratégies extérieures de la Chine. Il s'exprime sans nuance au nom des « caractéristiques chinoises », chaque fois que le Parti perçoit une menace contre son magistère, ses ambitions globales ou la réputation internationale du pays.



Le général Torrès, officier des troupes de marine, diplômé de chinois à l'INALCO et de l'Institut américain de Taïwan a été en charge des affaires chinoises à la Délégation aux affaires stratégiques, aujourd'hui DGRIS) et attaché de Défense au Cambodge, en Corée du sud et en Chine. Entre 2003 et 2009, il a également exercé à Qingdao, puis à Pékin, la fonction de consultant au profit de groupes français investis sur le marché chinois. Depuis 2011, il est le conseiller éditorial du site <https://www.questionchine.net/>